

Réunion Quimper préfecture suite incendie HDF Morlaix

Mardi 23 septembre 2014, 2 représentants de chaque OS (CGT, Solidaires, FO, CFDT) ont été reçus par M Jean-Luc Videlaine préfet du Finistère. L'entretien s'est déroulé de 18h00 à 19h30,

La CGT a dénoncé les attaques répétées contre le bâtiment des finances publiques de Morlaix et a fait part du sentiment d'impunité ressenti par les auteurs de ces dégradations

Nous avons fait part de nos interrogations devant l'absence de protection du bâtiment face à un événement prévisible et le peu de forces de l'ordre disponible .

Nous avons aussi fait part au préfet que ce n'était pas tant la DDFIP qui était prise pour cible que l'État dans son ensemble dont le rôle régulateur ne peut être accepté par des personnalités rêvant d'un far-west libéral.

Le préfet a admis qu'un cap a été franchi dans la violence et que c'était inquiétant . Dans son interview à Radio France il a fait part du traumatisme des agents soulignant l'évidente importance de leur lieu de travail. Face aux propos tenus par certaine personnalité du monde agricole.. il nous a joint copie d'un communiqué de presse du ministre de l'intérieur affirmant « Ceux qui encouragent ou légitiment les violences par ce genre de déclaration font preuve d'une irresponsabilité totale ..les auteurs de ces actes indignes seront recherchés et poursuivis par la justice afin que le droit passe »

Nous avons pris acte de ces propos tout en exprimant nos doutes sur la volonté réelle d'agir...l'expérience nous ayant si souvent amenés à constater une bien réelle dissociation entre les paroles et les actes.

Le préfet en réponse nous précise avoir eu 3 fois le ministre de l'intérieur au téléphone durant le WE nous indiquant que la ligne ne serait pas celle de l'impunité mais qu'au contraire le curseur se plaçait assez haut.

Pour la CGT Finances publiques nous avons exprimé au préfet nos doutes quant à la volonté de l'Administration de protéger efficacement certaines structures.

En séance CTL ou autre nous avons fait part de notre certitude face à la DDFIP ou DSF à l'époque qu'à Morlaix de graves événements se reproduiraient et qu'il fallait pour le moins ne pas permettre à du matériel lourd de s'approcher à moins de 30 mètres du bâtiment.

Pour les faits de vendredi soir le préfet avoue que les services de l'État ont été surpris par l'ampleur du cortège convergeant sur Morlaix Les forces présentes au centre de la Ville n'excédaient pas 35 policiers ou gendarmes

Nous avons cru bon de lui souligner la nécessité de créer des emplois..et surtout que compte tenu de la gravité de l'événement on ne pourrait comprendre que l'État n'apporte pas une réponse à la hauteur de l'agression subie..sinon encore une fois les agents seront mis en danger par le sentiment d'impunité ressenti par les incendiaires

Au vu de nos interventions et des éléments qui lui sont communiqués le préfet nous précise qu'il fera remonter une note au ministre du budget sur l'état d'esprit des personnels .

Nous avons rajouté que l'ensemble des personnels au-delà de Morlaix était réellement marqué par ce qui s'était passé ..que chaque jour en France des incidents se produisent et que la protection des agents et de leur collectif et outil de travail devait représenter une priorité absolue mais aussi que des réponses commençant par mettre avant la notion de budget contraint seraient inaudibles.

Par ailleurs nous avons rappelé au préfet que la DDFIP avait le réseau déconcentré le plus important (35 implantations) et demandé quelles mesures concrètes de protection et de prévention seraient prises pour protéger les bâtiments et les personnels en rupture avec le discours ambiant anti-fiscal. Nous avons demandé qu'une autre politique soit menée pour mettre fin à ces agissements .

Nous lui avons remis copie du communiqué de presse des Ministres Sapin et Eckert en regrettant son caractère lapidaire et elliptique, car s'en tenant à la seule condamnation de principe de l'acte sans évocation de poursuite engagée par l'État.....ainsi que de la lettre ouverte à Mme Lebranchu rédigée par l'UGFF-CGT.